

## Mali: le président par interim agressé par des manifestants opposés à son maintien

AFP- Publié le 22/05/2012 à 07:17



Le président malien par intérim Dioncounda Traoré a été agressé et blessé lundi dans son bureau près de Bamako par des manifestants opposés à son maintien au pouvoir après un accord avec les auteurs du coup d'Etat du 22 mars devant lui permettre de diriger dès mardi une transition d'un an.

La transition à la suite du coup d'Etat militaire du 22 mars au Mali a connu un nouveau soubresaut lundi, avec l'agression du président par intérim Dioncounda Traoré par des manifestants opposés à son maintien au pouvoir au lendemain d'un accord politique avec les putschistes.

M. Traoré, 70 ans, investi le 12 avril chef de l'Etat par intérim, a été agressé et blessé dans son bureau à Koulouba, près de Bamako, par des manifestants répondant à l'appel de plusieurs organisations et associations favorables au putsch ayant renversé le président Amadou Toumani Touré (ATT).

Selon les témoignages, certains manifestants ont pu, en dépit de la présence de militaires, pénétrer dans le bureau de M. Traoré et l'y ont frappé.

Le président a été brièvement admis aux urgences, avec "une blessure au visage et une au dos" selon un infirmier. Un examen médical "a révélé qu'il n'y a pas de lésion grave", d'après un médecin, selon lequel il a ensuite quitté l'hôpital pour une destination sécurisée. Un membre de son entourage avait déjà indiqué que sa vie n'était pas en danger.

Son Premier ministre Cheick Modibo Diarra, qui s'est rendu à son chevet avec d'autres personnalités, a déploré cette agression, en appelant au calme et à la fin des marches dans une déclaration lundi à la télévision publique malienne. Il a évoqué notamment des saccages lors des manifestations de lundi. "Le Mali ne mérite pas cela", a-t-il lancé.

Le chef des auteurs du putsch, le capitaine Amadou Haya Sanogo, a de son côté affirmé dans un communiqué que l'ex-junte a appris la nouvelle "avec consternation". "Ces actes d'agression (...) ne peuvent justifier aucune expression d'opinion, ni une contestation populaire", a-t-il condamné, en exhortant au dialogue, à "plus de tolérance et de retenue".

Depuis Chicaco ([Etats-Unis](#)) où il participe au sommet de l'Otan, le président français [François Hollande](#) a aussi condamné cette agression et appelé au respect des autorités et du processus de transition maliens.

Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU, en visite à Abidjan, a estimé que la sortie de crise au Mali a été mise "considérablement en danger" par l'attaque contre Dioncounda Traoré, et a exhorté à envisager désormais d'"autres voies".

L'AFP n'avait eu lundi soir aucune indication sur des blessés autres que Dioncounda Traoré lors de ces violences, survenues au lendemain d'un accord sur la transition.

Cet accord avait été perçu par des analystes au Mali comme un pas vers la sortie de crise politique après plusieurs semaines de blocage mais suscitait des inquiétudes à l'étranger, où certains évoquent un mauvais exemple. C'est que, pour encourager le capitaine Sanogo à se retirer, l'accord signé par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'ex-junte militaire et les autorités intérimaires lui octroie le statut d'ex-président avec tous les avantages dus à ce rang.

Le texte prévoit aussi une période de transition de douze mois à compter de mardi, terme de l'intérim de 40 jours fixés par la Constitution.

Avant de se rendre à Koulouba, les manifestants opposés à cet accord qu'ils qualifient de "trahison" avaient protesté dans le centre de Bamako. Les putschistes avaient précédemment refusé que M. Traoré dirige la transition.

Depuis sa prise de fonction et la nomination de son Premier ministre Cheick Modibo Diarra, le Mali est resté en proie à la crise née du putsch. Coup d'Etat qui a accéléré la chute du nord du pays aux mains de divers groupes armés dominés par des islamistes,

dont le mouvement Ansar Dine et Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Bien qu'ayant accepté de rendre le pouvoir au civils par un accord-cadre avec la Cédéao signé le 6 avril, l'ex-junte militaire ne s'était jamais véritablement retirée de la scène politique et le blocage politique profite aux groupes armés qui contrôlent depuis près de deux mois les trois régions administratives du Nord, vaste et aride: Kidal, Gao et Tombouctou.

Si, en dépit du traumatisme qu'il vient de subir, Dioncounda Traoré accepte de poursuivre sa mission, il devra organiser des élections d'ici à 12 mois et surtout tenter de résoudre la crise dans le Nord où, selon l'ONU, près de 350.000 personnes ont fui depuis mi-janvier leurs domiciles pour se réfugier à l'intérieur du Mali ou dans des pays voisins.